

A propos des causes du djihadisme, essayer de comprendre, pour mieux faire face

Cercle Condorcet de Clermont-Ferrand

A partir d'une étude proposée par P.Miele, janvier 2016

Le terrorisme à prétexte religieux s'est manifesté de manière cruelle en France en cette année 2015. La justesse du diagnostic suppose une bonne compréhension du phénomène. Nous n'avons pas en charge le choix des mesures prises ou à prendre pour lutter contre ces violences aveugles, mais nous pouvons d'une part, contribuer à éclairer ce phénomène et d'autre part inviter au respect de quelques principes essentiels dans les dispositions proposées ou décidées par l'Etat.

De nombreuses publications ont été consacrées aux questions de l'islamisme et du djihadisme, au cours de la décennie et plus récemment depuis le 11 janvier : des travaux scientifiques, des enquêtes journalistiques, des réflexions philosophiques. Plusieurs approches du phénomène peuvent y être identifiées, avec un éventail de nuances selon l'étendue spatio-temporelle du champ d'étude qui en modifie la perception. L'échelle peut en effet être planétaire, moyen-orientale, occidentale ou même strictement française, et suivant l'échelle, les relations de causalité sont ainsi recherchées dans le cadre d'une complexité globale ou d'une complexité locale plus réduite, ce qui peut conduire à des décisions politiques fort différentes.

Différentes approches du phénomène

■ *Une certaine gestion politique et médiatique des émotions et de la peur conduirait à considérer qu'une France aux racines judéo-chrétiennes est agressée pour ses valeurs par un ennemi intérieur sous l'influence d'une religion hostile à ces valeurs.*

La France a vu se développer le djihadisme dans une fraction de sa jeunesse et serait une cible privilégiée d'attentats parce qu'elle symbolise la liberté, les droits de l'homme et qu'elle s'est engagée militairement dans la défense des peuples opprimés dans les régions arabo-musulmanes où sont imposées des croyances et des mœurs indignes de notre humanisme universel (aux racines judéo-chrétiennes selon certains) et de notre idéal de gouvernance démocratique.

Ce serait évidemment parce que notre pays a accueilli une population aux racines arabo-musulmane et laissé se constituer des zones de non-droit où l'islamisme radical a pu être diffusé sans être vraiment inquiété quand ce n'est pas grâce à une complicité objective de municipalités impuissantes qui ont négocié une forme de paix sociale en abandonnant l'encadrement éducatif à des « grands frères » salafistes.

Cet ennemi intérieur est bien sûr téléguidé de l'extérieur, depuis ce monde barbare auquel il faudrait fermer nos frontières ; leurs conflits internes, qu'ils soient ethniques ou religieux ne nous concernent pas : qu'ils règlent leurs comptes entre eux !

C'est ce qu'accrédite l'expression de « choc de civilisation » qui suggère une opposition entre soi-disant « barbares » et soi-disant « civilisés » ; et il faudrait contenir cet « ennemi intérieur » bien identifié, et réagir par la surveillance, la répression, et l'exclusion de ce qui permet à cette fraction de la population de manifester sa différence.

Une nuance est parfois introduite en reconnaissant que les conditions sociales faites à ces populations et des comportements discriminatoires à leur égard sont générateurs des frustrations et donc de tensions et possibles rébellions. L'école républicaine est soupçonnée (ou accusée) de ne plus jouer (!) son rôle intégrateur ; elle se voit sommée d'y inculquer d'urgence les « bonnes valeurs » aux publics rétifs.

Mais le phénomène n'est pas franco-français...

■ *Une analyse plus large met l'accent sur le lien entre l'activité djihadiste sur le sol français et la situation géopolitique de l'islam mondial.*

Depuis les années 80, un islam « radical » s'est développé dans l'espace arabo-musulman, sous l'influence de meneurs habiles, désireux de restaurer un islam traditionaliste et de l'imposer au Monde, en s'attaquant pour les détruire aux Etats occidentaux des peuples mécréants. Cet islam radical, salafiste, s'est développé au sein de la branche sunnite de l'islam : Aqmi, Al Quaïda, Daech. L'habileté a consisté en l'utilisation des moyens modernes de communication pour diffuser son dogme, pour semer la terreur et pour recruter des fanatiques à travers l'occident, par un jeu sur la division entre communautés sunnites et chiïtes permettant de négocier la complicité de gouvernements tyranniques au sein du monde islamique mais aussi occidental et de les corrompre (souvenons-nous de la place accordée à Ben Laden aux Etats Unis avant sa rébellion), à former militairement et religieusement des mercenaires pour mener des actions terroristes spectaculaires et symboliques.

Après le 11 septembre et jusqu'à la fin d'Al Quaida, le mouvement a été ralenti et dissout en une multitude de groupes plus ou moins dormants, éparpillés, et a été relancé à partir de 2005 avec l'appel au djihad de l'idéologue Al Suri diffusé par Internet. L'organisation est différente, « systémique » et cette mouvance s'est manifestée et développée au cours des « printemps arabes » puis en Irak et en Syrie par la prise de contrôle d'un territoire transnational et la création de l'Etat Islamique par son chef Al Bagdadi autoproclamé calife. L'EI est donc le point de départ d'une conquête du Monde à soumettre à sa loi « islamiste » par extermination des mécréants.

Cette analyse conduit à trouver une part d'explication dans l'affrontement entre grands courants de l'islam : la guerre de religion serait une guerre au sein même de l'islam et on en récolte les effets de bord. D'où l'on déduit qu'il faut s'interposer dans cette guerre pour des raisons humanitaires d'abord et accessoirement protéger nos ressortissants et aider les humanistes en lutte contre l'oppression !

■ *Une analyse fondée d'abord sur le phénomène religieux amène à considérer que c'est dans l'Islam lui-même qu'il faut rechercher les causes premières de ce mouvement djihadiste.*

La croyance religieuse est considérée comme une cause en elle-même dont l'importance n'aurait pas été suffisamment mesurée par nos élites politiques, comme l'expliquent J.Birnbaum ou P.Keppel. « C'est bien à un phénomène religieux que nous avons affaire ; les causes économiques et sociales jouent un rôle de déclencheur » selon Marcel Gauchet.

Certains vont plus loin et n'hésitent pas à dire, en réponse à Alain Badiou (cf ci-après) « qu'il n'y a pas une fascisation de l'Islam qui viendrait de l'extérieur, c'est l'Islam lui-même qui est fasciste et ceux qui essaient de trouver au sein de l'Islam un autre Islam n'y parviendront jamais. » selon Yvon Quiniou qui s'appuie sur deux ouvrages « Sortir de la malédiction, l'Islam entre civilisation et barbarie » et « Violence et Islam » d'Adonis (poète syrien). Comme le met en évidence Jean Birnbaum dans son ouvrage « Un silence religieux », on a envisagé toutes les causalités possibles, sauf une, la religion. L'Islam constitue aujourd'hui l'unique idéal au nom duquel des masses d'hommes et de femmes sont capables de défier l'ordre mondial. C'est l'enjeu d'une espérance qui explique ce phénomène du djihadisme : celui d'une espérance si puissante qu'elle emporte par milliers des jeunes du monde entier, capables de tout sacrifier en son nom. Boualem Sansal, de son côté, estime que « dans toutes les religions, y compris les plus tolérantes, existe la tentation totalitaire. »

Cette analyse produit le risque d'amalgame primaire entre islamisme (radical) et religion musulmane qui est certes dénoncé, et d'une mise en accusation systématique de l'islam quelles que soient les façons dont il est pratiqué ou vécu. Parallèlement on assisterait à une valorisation des autres religions, présentées comme acceptant sans difficulté la laïcité, alors qu'elles sont également traversées par des courants fondamentalistes. En outre, on observera que lorsqu'une agression djihadiste vise la religion juive sur notre sol, ou bien des communautés chrétiennes au sein du Moyen Orient, les gouvernements occidentaux, y compris celui de la France laïque trahissent leur partialité dans la considération qu'ils accordent aux populations suivant leur religion.

■ *Un examen de l'histoire sur le siècle précédent permet de relativiser la part du facteur religieux dans l'explication bien qu'il serve en permanence de justification aux multiples conflits qui surgissent dans ce vaste espace arabo-musulman.*

G.Keppel insiste sur l'importance du ressac de la colonisation, et particulièrement des traces laissées par la période algérienne : cette partie de l'histoire est occultée d'un commun accord des deux côtés de la Méditerranée pour ménager leurs intérêts. Mais on retrouve des traces d'une volonté de vengeance dans les arguments de certains jeunes français. De même, le conflit israélo-palestinien nourrit les rancœurs.

Jean-Pierre Luizard décrit la succession des événements géopolitiques à partir de l'écroulement de l'Empire Ottoman au début du 20^{ème} siècle. Celui-ci, ou ce qu'il en restait, c'est-à-dire le Moyen-Orient, était transnational et fédérait encore les différentes ethnies (arabes, turcs, kurdes, arméniens,...) et communautés religieuses (les sunnites et la minorité chiite, mais aussi minorités catholiques, orthodoxes, druzes ...). Lorsque la France et la Grande-Bretagne, grandes puissances coloniales, envisagent de se partager le protectorat sur la région elles « font tout pour favoriser l'émergence de nationalismes ethniques » en offrant leur protection aux minorités contre le pouvoir central ottoman. Ce protectorat leur sera confié à la fin de la Première Guerre mondiale, mais avant cela, l'Empire Britannique a promis au chérif hachémite de La Mecque de l'aider à instaurer un royaume arabe sur les ruines de l'empire ottoman, l'arabité pouvant servir de lien. Promesse trahie pour désaccord interne à l'empire britannique et sa volonté d'en soustraire

notamment la Palestine (sous la pression de revendications juives d'y créer un foyer), et autres régions prétendues non-musulmanes.

Selon l'auteur, l'E.I. brandit l'argument de cette trahison pour reprendre le contrôle sur toutes ces nations en se présentant comme porteur contemporain du projet de l'unité panarabique. Il montre que l'E.I. exploite la faiblesse de ses adversaires que sont les institutions délégitimées des Etats issus des protectorats, largement favorisée par le jeu des puissances occidentales dont les USA. Ainsi, certaines communautés d'Irak et de Syrie ont préféré la loi de l'EI à l'oppression qu'il subissent dans leur Etat. O.Roy observe même que « personne ne veut la disparition de Daech » (*)

On perçoit à travers cette étude sur des décennies, combien la religion et les identités ethniques sont des instruments de stratégies de pouvoir, renforcées de manière décisive par les ingérences étrangères pour faire et défaire les unités territoriales et les gouvernants. On sait qu'en plus d'abriter les lieux saints des trois religions monothéistes, le Moyen Orient détient la moitié des réserves d'hydrocarbures mondiales, et se situe au carrefour des principales routes du commerce mondial, et qu'enfin son instabilité permet tous les trafics juteux.

Les Etats sous mandats sont tombés entre les mains d'élites qui ont gouverné non pas selon le modèle européen importé, mais selon un modèle tribal et clanique, en captant les ressources et rentes au profit de telle communauté ou tel territoire, en instaurant des discriminations sur base ethnique ou religieuse, aux fins de diviser pour régner, provoquant épurations et migrations. Mais surtout exploitation, misère, et humiliation ; et donc aussi révoltes contre le pouvoir et organisation tribale pour survivre et se protéger.

Au gré de leurs intérêts commerciaux propres, les grandes puissances ont apporté leur soutien aux gouvernants ou aux minorités, tout en tentant de maintenir une certaine stabilité des Etats et un équilibre entre Etats antagonistes comme Iran et Irak dans les années 80, et aujourd'hui encore entre Iran et Arabie saoudite, au mépris du sort fait aux populations.

Cette analyse historique trouve donc une cause dans un jeu d'influences international qui s'exerce sur cette partie du monde (parmi d'autres) et qui suscite une rébellion violente visant à y échapper et trouver la voie d'une autodétermination, voire un retournement global de la situation, comme semble entreprendre Daech depuis « son » territoire.

D'aucuns justifieront un tel jeu d'influence par la nécessité de mener et poursuivre une mission civilisatrice sur cette région du monde, au nom de valeurs.

Mais on peut aussi le qualifier d'impérialisme post colonial des grandes puissances qui ont mené et mènent entre elles une « guerre d'influence » et une guerre économique, sur un terrain extérieur qu'ils ont exploité au mépris des intérêts des populations locales, par l'intermédiaire de pouvoirs tyranniques qu'ils ont laissés s'instaurer et qu'ils ont corrompu à leur bénéfice.

Cette analyse invite, c'est la conclusion de Luizet, à la prudence sur un engagement militaire de la France dans ce contexte sans projet consensuel de solution politique globale.

■ *Dans une vision matérialiste du monde, la cause essentielle serait cet impérialisme économique et il porte un nom : le capitalisme mondial*

C'est cette analyse que développe le philosophe A.Badiou dans sa conférence.

Dans sa logique d'accumulation des richesses au profit d'une petite minorité, et en s'appuyant sur une classe moyenne intermédiaire servile gagnée à sa cause, le capitalisme mondialisé a créé des zones où le peuple n'est rien, ni producteur, ni consommateur. Dans ces conditions, le peuple privé d'intérêt ne peut suivre que ses passions.

C'est ainsi que la religion n'est pas sans rôle ; elle est même nécessaire à la domination.

« La religion est l'opium du peuple. », a dit Marx, au sens où elle est comme une drogue qui tend à faire oublier nos souffrances par la promesse d'un bonheur éternel...

Dans ce point de vue, les djihadistes dans nos sociétés doivent être considérés et combattus pour ce qu'ils sont : des délinquants, des criminels, des fascistes puisqu'ils cherchent à imposer leur loi par la violence et le crime.

Et la résorption du phénomène ne peut alors passer que par un partage plus équitable des richesses entre les peuples, la fin de l'exploitation des hommes par d'infimes minorités d'entre eux organisés en oligarchies, et une dignité accordée à chaque être humain affranchi des dogmes, pouvant vivre de son travail, citoyen de son pays et maître de son destin.

Quelques lignes de conduite souhaitables

Le Cercle Condorcet de Clermont n'a pas vocation à proposer des solutions, mais il invite avec fermeté à respecter sans faille les valeurs de notre République, laïque, dans les discours et dans les choix de mesures de protection de la population et cela dans le strict respect de sa diversité.

- Dans le discours public

- ➔ le discours public doit rester conforme à la laïcité, et s'abstenir de faire référence à la religion des citoyens ;
- ➔ les médias du service public ne devraient pas relayer les théories religieuses, notamment dans les comptes rendus de faits divers qui impliquent telle ou telle religion ;
- ➔ considérer que les djihadistes sont des criminels de droit commun, et les candidats au djihad des délinquants ;
- ➔ il n'y a pas de *guerre* sur le territoire français ;
- ➔ refuser tout ce qui accrédite le repli identitaire, au profit du respect des différences et de l'ouverture au monde ;
- ➔ saluer le travail de l'école publique au lieu de le saper

- Dans les mesures protectrices

- ➔ il est inutile et dangereux d'augmenter la législation sécuritaire : pas d'état d'urgence prolongé ; le projet de déchéance de nationalité des seuls binationaux est inutile et diviseur ;
- ➔ concentrer la vigilance sur les foyers de délinquance connus ;
- ➔ appliquer les lois existantes sans complaisance

- Sur le plan international

- ➔ remettre nos accords économiques et financiers avec les états du Moyen Orient en cohérence avec nos principes républicains ;
- ➔ favoriser une dimension européenne de la lutte contre le phénomène djihadiste
- ➔ inviter les Alliés à définir l'objectif politique final de l'intervention militaire

Références

- ▶ *Terreur dans l'Hexagone*, **Gilles Kepel**, décembre 2015
- ▶ *Un silence religieux*, **Jean Birnbaum**, janvier 2016
- ▶ *Le piège Daech*, **Pierre-Jean Luizet**, novembre 2015
- ▶ *Notre mal vient de plus loin*, **Alain Badiou**, conférence donnée le 23 novembre 2015
- ▶ (*) *L'Iran, nouvelle grande puissance du Moyen Orient* , dossier dans l'OBS du 23 décembre Cit . **Olivier Roy**
« ... personne ne veut la disparition de Daech.
Pour les saoudiens, la disparition de Daech ferait courir le risque de voir l'Iran mettre la main sur son territoire. Pour l'Iran, contenir mais ne pas anéantir Daech pour ne pas avoir à administrer un territoire sunnite ; cette instabilité lui permet d'avoir le soutien militaire des Américains, et l'offensive contre Daech va de pair avec la négociation et l'ouverture de l'Iran aux investissements étrangers, ce que refusent les conservateurs pour protéger leurs propres intérêts. Les embargos arrangent les dictatures... Pour Bachar, la menace Daech lui permet de détruire tous ses autres opposants. »